

Dernièrement, la ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M^{me} McDougall) a annoncé une nouvelle stratégie de mise en valeur de la population active pour les années 90. Elle consistera à consulter le secteur privé pour concevoir des programmes visant à former les Canadiens et à assurer leur perfectionnement pour leur permettre de mieux répondre aux exigences d'un marché du travail qui évolue rapidement.

J'appuie le budget sans réserve parce qu'il permettra aux futures générations de faire d'excellents choix comme ceux-là.

Par ailleurs, j'ai récemment eu l'honneur d'annoncer dans ma circonscription, au nom de la ministre de l'Emploi, l'octroi de fonds fédéraux au conseil de formation industrielle du district de Barrie pour l'aider à lancer un projet expérimental d'acquisition de compétences professionnelles dans des écoles secondaires du comté de Simcoe.

Le projet Skills Canada cherche à redorer le blason des métiers, à encourager les étudiants à faire carrière dans le secteur technique, à hausser le nombre d'inscriptions dans de nombreux collèges et écoles techniques et à former des travailleurs en vue de la croissance industrielle. Ce programme est unique au Canada et le gouvernement a fait preuve d'initiative en octroyant les fonds de démarrage.

La semaine dernière, 12 étudiants du comté de Simcoe qui se spécialisent dans 12 secteurs techniques différents se sont rendus à Columbus, Ohio, pour participer à un concours international d'évaluation des compétences. Ils ont obtenu des résultats impressionnants. Ils se sont classés parmi le premier tiers des 1 200 concurrents. Un d'entre eux est même revenu à Huronia avec une médaille de bronze.

Les programmes comme ceux-là aident la génération d'aujourd'hui à faire les choix nécessaires. Or, les gouvernements et les générations futurs devront être en mesure de faire de même. Ce débat sur le budget va beaucoup plus loin que les retouches habituelles. Il concerne l'avenir économique de la nation.

Le débat oppose, d'une part, les députés d'en face qui ne se préoccupent pas de l'avenir et qui ne s'en préoccupaient même pas lorsqu'ils étaient au pouvoir, alors que c'était leur responsabilité, et, d'autre part, ceux d'entre nous qui disons qu'il est temps de payer et de faire les choix difficiles afin que nos petits-enfants puissent déterminer quelle sorte de Canada ils veulent.

Le budget—Mme Anderson

Il est temps de faire preuve de courage et de décider si l'opportunisme politique doit l'emporter sur l'avenir de nos petits-enfants. J'écoute attentivement le débat depuis plusieurs jours. Je n'ai absolument rien entendu de la part des gens d'en face qui ne soit pas autre chose que de beaux discours pour la galerie.

• (1620)

Qu'a dit l'opposition tout au long du débat? C'est simple. Elle a adopté la solution de facilité. Personne n'aime les hausses d'impôt, donc réduisons les impôts. Personne n'aime les compressions budgétaires, donc ne réduisons pas les dépenses. Mais que devient notre responsabilité envers le pays? Qui défend les intérêts de nos petits-enfants? Quelle est la taille du fardeau que l'opposition est prête à imposer à nos petits-enfants dans sa poursuite de ce qui est immédiatement populaire sans penser aux conséquences?

La dette s'accumule de jour en jour, d'heure en heure, de minute en minute, et nous, chacun de nous au Canada, nous nous enfonçons plus profondément dans les dettes et devons faire plus de sacrifices pour en payer les intérêts.

Ce n'est qu'en freinant l'endettement, ce n'est qu'en prenant les décisions difficiles dès maintenant tandis que nous avons encore une chance, que mes petits-enfants peuvent espérer avoir la vie dont mon grand-père a rêvé pour moi. C'est à nous de choisir. Il nous incombe de le faire dès maintenant, non à un moment indéterminé dans le futur quand il sera trop tard.

Pour le bien de nos petits-enfants, nous devons prendre les décisions qui s'imposent.

M. Brewin: Monsieur le Président, je tiens d'abord à féliciter la députée de son discours. Je dois dire cependant que si le gouvernement prenait le déficit vraiment au sérieux, il s'attaquerait aux généreux cadeaux fiscaux qui existent depuis l'époque où les libéraux étaient au pouvoir. Les cadeaux accordés aux sociétés au Canada se chiffrent maintenant à environ 34 milliards de dollars. Des économistes ont jugé ces cadeaux absolument pas économiques.

Si le gouvernement était sincère, il proposerait un impôt minimal sur les sociétés. Au lieu de cela, nous voyons des larmes de crocodile versées à propos du déficit, qui sont versées, je peux dire, pour un déficit que ce budget a dans une grande mesure laissé inchangé. Au lieu de cela, nous voyons un gouvernement qui ne tient pas ses promesses électorales aux Canadiens. Il revient sur les engagements solennels qu'il a pris à leur égard. Ses engagements à propos des garderies, des programmes sociaux et régionaux, de l'assurance-chômage et de l'aide